

PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale
des territoires

Service Environnement
Eau – Préservation des Ressources
Cellule procédures environnementales

AP n° 2016-MD-27-IC
CdeM

ARRETE PREFECTORAL de MISE EN DEMEURE pris à l'encontre de la Société MEG pour son établissement situé sur le territoire de la commune de OIRY

Le Préfet du département de la Marne,

Vu le Code de l'environnement,
Vu l'arrêté préfectoral n° 97-A-82-IC du 10 octobre 1997 modifié autorisant la société Villeroy et Boch à étendre ses installations situées sur le territoire de la commune de OIRY,
Vu le courrier du 22 juillet 2004 de la société Parefeuille informant la préfecture de sa reprise de l'exploitation de la société Villeroy et Boch à OIRY,
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2008-APC-182-IC du 12 décembre 2008 mettant à jour les dispositions applicables à la société MEG suite à l'instruction de son bilan de fonctionnement,
Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 mars 2016,

Considérant

- que la société MEG n'a pas mis en place de carnet d'entretien permettant d'organiser et de suivre les résultats des contrôles des installations,
- que les opérations de maintenance liées aux résultats des contrôles ne font l'objet d'aucune traçabilité, tel que prévu à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1997 précité,
- que l'exploitant n'a pas mis en place de programme de surveillance de ses émissions tel que prévu à l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1997 précité,
- que l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1997 précité prévoit une surveillance hebdomadaire des rejets de poussières de l'ensemble des rejets qui n'est plus réalisée,
- les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des Territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1er :

La société MEG (Manufactory Ever Gres), située rue des Ormissets à OIRY, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral n° 97-A-82-IC du 10 octobre 1997 **sous un délai de 3 mois.**

Article 2 :

La société MEG, située rue des Ormissets à OIRY, est mise en demeure de mettre en place un carnet d'entretien ou une organisation équivalente répondant aux dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral n° 97-A-82-IC du 10 octobre 1997 **sous un délai de 2 mois.**

Article 3 : Délais

Les délais visés aux articles 1 et 2 s'entendent à compter de la notification du présent acte.

Article 4 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser ;
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

Article 5 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de l'affichage de la décision.

Article 7 : Exécution et diffusion

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le Directeur Départemental des Territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information au Sous-préfet d'EPERNAY, à la direction territoriale de l'ARS, à la DIRECCTE, à la DDT - service urbanisme, au service interministériel de défense et de la protection civile, au service départemental des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de OIRY, qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à Monsieur le directeur de la société MEG, Chemin des Ormissets - 51530 OIRY.

Monsieur le maire de OIRY procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Châlons-en-Champagne, le **31 MARS 2016**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,


Denis GAUDIN